

Déclaration Liminaire CT "emplois"

Monsieur le Président,

Les plans successifs de suppressions d'emplois (9 116 emplois en 4 ans) et de réduction massive des crédits budgétaires ont mené les postes et services au bord du gouffre. La loi de finances 2014 avec 1 988 nouvelles suppressions d'emploi et une nouvelle réduction des crédits de fonctionnement va les y précipiter.

Dans le même temps les préconisations du rapport Pêcheur, va permettre au Gouvernement de lancer la réforme liquidant définitivement les droits et garanties des fonctionnaires d'État, dont ceux des Finances Publiques, en remettant totalement en cause le Statut Général des Fonctionnaires et leurs statuts particuliers.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP**, qui défend les statuts particuliers de la DGFIP et s'oppose à la mise en place de statuts interministériels, condamne les orientations dangereuses de ce rapport et notamment la création d'un cadre professionnel commun pour certains corps et cadres d'emplois.

Alors même que la multiplication des plans sociaux dans l'industrie, le commerce ou l'agroalimentaire conduit au licenciement et au désespoir des milliers de salariés, le gouvernement poursuit la politique de ses prédécesseurs avec sa modernisation de l'action publique (MAP), destructrice, elle, de milliers d'emplois publics.

Aux Finances Publiques, cette politique a un nom : la démarche stratégique.

Le gouvernement a décidé qu'il poursuivrait son aveugle cure d'austérité.

Notre syndicat fait le constat que seule l'action syndicale pourra entraîner une autre orientation. Nous devons donc construire dès le début de l'année 2014 le rapport de force nécessaire pour faire infléchir cette politique gouvernementale.

En effet, les différentes réformes liées aux conclusions de la démarche stratégique vont impacter avant l'été nos services, entraînant une nouvelle dégradation de nos conditions de travail.

Pour les représentants FO DGFIP des agents du département, nous vous le répétons une nouvelle fois cela suffit !!!

Ces nouvelles suppressions et la réduction des crédits budgétaires ne peuvent continuer à s'appliquer comme si de rien n'était.

la DGFIP **n'a aujourd'hui dans les faits plus les moyens** de fonctionner correctement et d'assurer tout à la fois un service public de qualité et de bonnes conditions de travail.

On le répète chaque année: comment les services vont-ils pouvoir fonctionner alors que la côte d'alerte est déjà largement dépassée et que dans le même temps, le gel du point d'indice est maintenu, les mesures catégorielles sont en berne (promotions, primes, etc.), les crédits d'action sociale largement amputés.

FO DGFIP exige **une nouvelle fois** l'arrêt des suppressions d'emplois

Pour le département, le sacrifice est devenu plus qu'insupportable

Si nous participons à cette première convocation , Monsieur le Président, c'est pour vous redire le ras le bol et la colère des agents de ce département qui nous ont à nouveau mandaté pour vous l'exprimer.